



Salah Amouri, entouré de Françoise Leblond et Jean-Claude Lefort (responsables Asso France Palestine Solidarité). PHOTO L.A.

voignage. A l'invitation de l'association France Palestine solidarité, Salah Amouri est venu à la rencontre du public, mercredi soir à Cendras.

Le récit de sept années passées derrière les barreaux

arrive », entend-on crier de la salle. Il a du monde et il entre, applaudissements. Salah n'est ni une rock star, ni un champion de foot, lui c'est Salah Amouri et sa libération c'est leur victoire, à tous ces qui ont participé au comité de soutien créé pendant les 7 années de captivité de ce jeune palestinien.

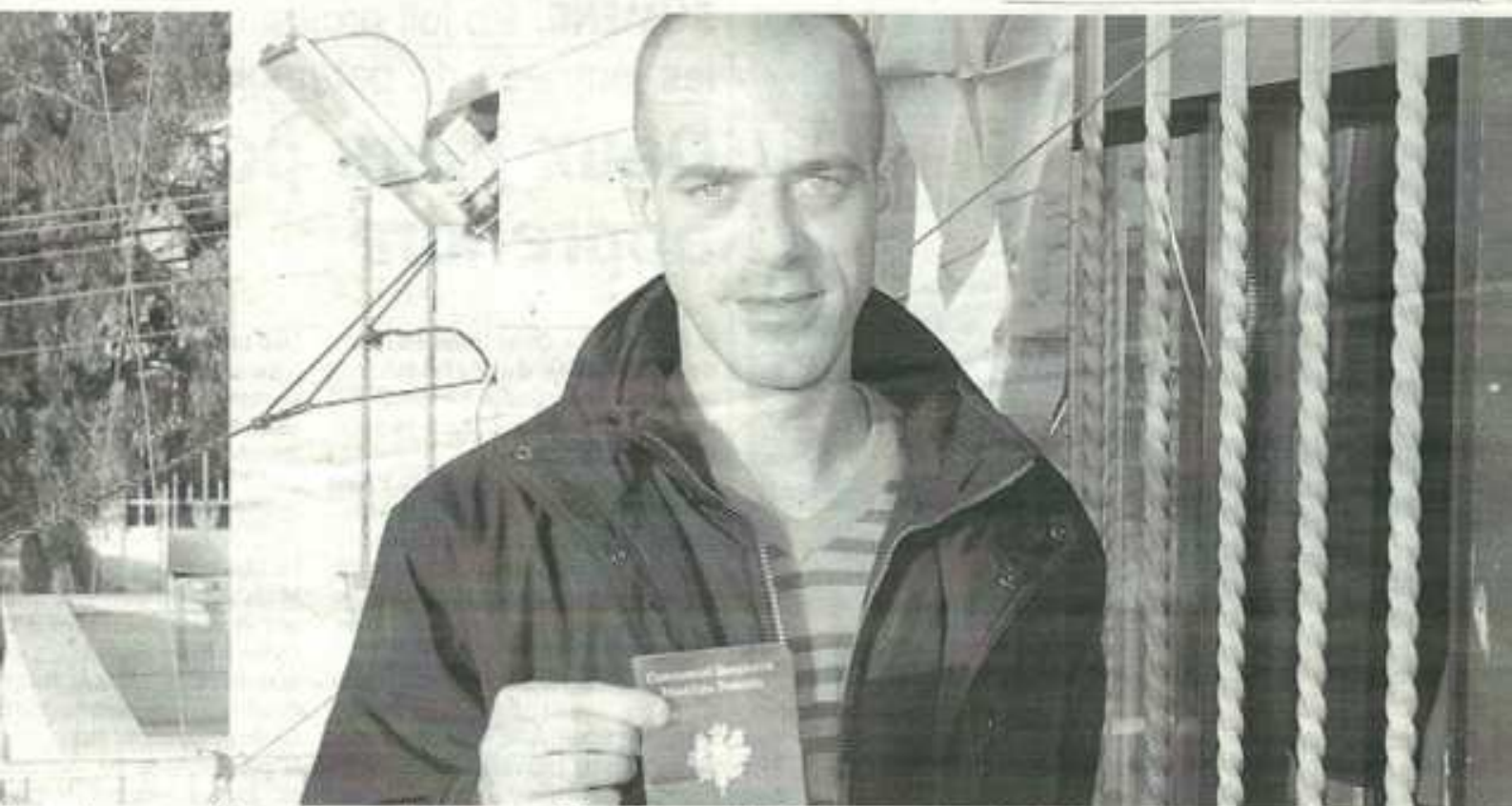
Salah Amouri, habitant de Jérusalem, a été arrêté alors qu'il avait 20 ans. Seul chef d'accusation : être soupçonné d'avoir organisé le projet d'un attentat. Aucune preuve jamais n'a pu corroborer cette thèse.

Libéré fin 2011, il n'est autorisé à quitter Israël que depuis mars dernier. Date à laquelle il a entamé une tournée en France pour remercier ceux qui l'ont soutenu et raconter ses conditions de détention, pendant toutes ces années en tant que prisonnier politique dans les prisons israéliennes. Il rentrera bientôt chez lui à Jérusalem pour entamer des études de droit, il veut être avocat.

Quand Salah raconte, bien sûr c'est émouvant. Il parle juste, on sent qu'il n'est pas encore tout à fait revenu de ce calvaire. Ses seuls amis, présents au quotidien près de lui pendant 7 ans ont été

ces codétenus. Il y a, à ce jour, 4700 prisonniers politiques dans les prisons israéliennes, dont 123 depuis plus de 25 ans, dont 2 depuis plus de 30 ans. Maintenant qu'il est dehors, Salah ne veut pas les oublier, il veut dire, raconter pour que le monde sache. De tout ce qu'il rapporte, le plus inadmissible hormis les détentions administratives, contrairement au droit international, c'est peut-être le sort fait aux 200 enfants détenus. Même tribunal militaire que les adultes pour les juger, même conditions d'incarcération et le chantage qui leur est fait : ils pourront voir leur parents s'ils collaborent et

donnent des informations géographiques. Mais quand bien même les visites sont autorisées, tout contact physique est interdit. Ils ne sont plus autorisés à se seulement embrasser leur mère. Les plus jeunes ont 11 ans. La rencontre avec le public à Cendras s'est faite sous forme de questions réponses entre Salah et la salle. Impossible de retracer ce qu'il a dit, plusieurs heures de récit, ni même de résumer d'un homme en prison. Un homme qui n'avait rien fait et qui est 7 ans derrière les barreaux. Salah voudrait d'écrire un livre.



Hamouri, passeport français en main témoigne de la violence d'État faite au peuple palestinien. PHOTO ELSA LEFORT

estine. Mercredi 19 septembre à 18h30 la salle polyvalente de Cendras
 tera un débat organisé par AFPS autour de Salah Hamouri.

Sept ans de prison et toute ne vie pour témoigner

ut juste 27 ans, Salah Ha-
 peut s'appuyer sur une ex-
 ce de vie terrifiante.
 ne habitant de Bethléem
 ais de mère et de père pa-
 en a en effet connu l'enfer-
 nt pour raisons politiques
 es géoles israéliennes. Sa
 Des soupçons d'avoir l'in-
 de commettre un attentat
 personne d'un rabbin. Une
 tion rocambolesque sans
 e d'une preuve. Pas d'arme,
 e munitions, pas de faits.
 des accusations affirmées
 tribunal militaire qui au
 e trois ans d'enfermement
 istratif condamnera fina-

lement Sala Hamouri à sept ans
 d'emprisonnement. Il faut dire
 que le jeune homme avait «chargé
 la mule». En effet à l'âge de 17
 ans il s'était déjà rendu coupable
 d'avoir... collé une affiche !
 On ne plaisante pas en Israël au
 prononcé du mot Palestine.
 Malgré ses dénégations, Salah Ha-
 mouri croupira durant sept lon-
 gues années au côté de 4500 autres
 Palestiniens enfermés pour des
 raisons politiques dont 450 depuis
 plus de vingt ans.
 C'est ce récit que Salah Hamouri
 va venir faire à la salle polyval-
 ente de Cendras mercredi 19 sep-
 tembre prochain à partir de 18h30.

Ceci dans le cadre d'une tournée
 qui le conduit dans de nombreuses
 villes françaises. Par cette invita-
 tion l'Association France Pales-
 tine Solidarité veut engager une
 grande campagne de solidarité
 avec les détenus palestiniens à tra-
 vers une opération de parrainage.
 «L'importance du courrier est capi-
 tale pour ces hommes, ces femmes et
 parfois ces enfants, privés de toute
 visite y compris de leur famille»
 rappelle Françoise Leblon pour
 AFPS. Au cours de la soirée, ani-
 mée par Salah Hamouri et Jean-
 Claude Lefort président de AFPS,
 on tentera de desserrer le joug
 de l'indifférence et de l'abandon

d'un peuple mis sous l'éteign
 de la violence. Ajoutons qu'en
 d'après-midi de mercredi Sa
 Hamouri rencontrera les élus
 caux dans la salle des mariages
 la mairie de St Christol.
 Aujourd'hui Salah Hamouri
 toyen de Bethléem a repris
 études. Mais il a délaissé la so-
 logie pour se tourner vers le dr
 A sa sortie de prison, face à
 maison, il a découvert le mo-
 trueux mur de neuf mètres ér-
 par Israël qui désormais coup
 Palestine du reste du monde. H
 de sa cellule ce mur est un mur
 plus dans la vie du jeune homr
 ALAIN LAUR

« Pendant sept ans, j'ai été prisonnier en Israël »

Entretien | Salah Hamouri, de nationalité française, vient témoigner à Cendras (mercredi 19) de sa vision du conflit et de sa détention.

Vous avez été condamné par un tribunal militaire israélien à sept ans d'emprisonnement à l'âge de 20 ans et vous êtes sorti en décembre dernier. Pourquoi venez-vous dans les Cévennes ?

Tout d'abord pour remercier les personnes qui m'ont soutenu pendant ma détention qui a duré sept années, et qui ont lutté pour ma libération. Ils se sont mobilisés pour moi, il est normal aujourd'hui de venir les rencontrer et les remercier. En effet, l'association France Palestine Solidarité Alès-Cévennes avait même invité ma mère ici pour qu'elle raconte mon histoire.

Bien entendu aussi pour témoigner et passer un message.

Justement quel est-il ?

Je pense qu'il est important d'expliquer la situation des prisonniers politiques en Israël, les résolutions internationales qui ne sont pas appliquées et aussi d'appeler à la mobilisation.

Êtes-vous haineux à l'encontre des Israéliens ?

Non et je ne suis pas antisémite non plus. Je suis né en Palestine, j'y ai grandi, mon père est palestinien, ma mère est française. Ils y vivent et moi aussi. Je suis contre l'occupation, c'est tout. Et puis la haine n'est pas une réponse adéquate, c'est un sentiment qui n'est pas utile. En revanche, être attaché à des principes est beaucoup plus efficace pour changer les choses.

C'est pour cela que vous étudiez aujourd'hui le droit ?

En effet, lors de mon arrestation, j'étais étudiant en sociologie. Je voulais comprendre le conflit par ce biais. Aujourd'hui j'ai beaucoup lu sur ce sujet et j'ai décidé de commencer des études de droit pour faire valoir ces derniers. Je suis contre l'occupation de mon pays qui confisque les droits. Je me battrai avec cette arme-là pour défendre cette cause.

Les conditions de détention étaient-elles dures ?

Oui. Les interrogatoires duraient 20 à



■ Le jeune homme lors de sa libération le 18 décembre dernier, entouré de ses parents.

22 heures par jour. L'isolement est aussi une pression psychologique très difficile. Et le manque de lectures aussi. Une loi interdisait les livres dans les prisons jusqu'en avril dernier. Mais la solidarité entre prisonniers, la vie collective permet de tenir. Ce qui me désole, c'est que mon grand-père breton soit décédé avant ma libération

Votre vision du conflit a-t-elle évolué ?

Elle n'a pas réellement changé, mais comme tous les prisonniers, je suis de plus en plus convaincu du droit des Palestiniens. On sort plus courageux, plus actif et plus déterminé.

Et l'avenir, vous le voyez comment ?

Je vais continuer mes études à Ramallah et vivre par la suite en Palestine. Je suis optimiste de voir un jour, et j'espère rapidement, la résolution de ce conflit qui n'a que trop duré.

PRATIQUE Rencontre-débat ouverte à tous

Salah Hamouri animera une rencontre-débat mercredi 19 septembre à 18h 30 à la salle polyvalente de Cendras. Le débat sera suivi d'un buffet. L'entrée est libre.

L'association France Palestine Solidarité, à l'initiative de cette invitation, quant à elle propose également une campagne nationale permettant de parrainer un prisonnier politique palestinien. Pour cela, il suffit d'écrire mensuellement une lettre et aux élus pour interpellier sur les différents cas. L'antenne locale organise régulièrement des réunions et soutient également un dispensaire en Palestine. Pour plus d'informations : 06 69 46 04 78 ou www.france-palestine.org